

DES APPELS D'OFFRES SERONT LANCÉS EN CE SENS

Le groupe GICA développe le béton prêt à l'emploi

investit le créneau du béton prêt à l'emploi (BPE), comptant lancer des appels d'offres en ce sens.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une quinzaine de stations de béton prêt à l'emploi (BPE) seront réalisées et opérationnelles sur tout le territoire national durant le premier semestre de l'année 2013. En ce sens, le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) est «en cours de lancement d'avis d'appels d'offres et d'élaboration de cahiers des charges» selon un responsable du cimentier public, cité par l'agence nationale de presse.

La filiale du BPE est le nouveau créneau de GICA, qui a lancé des projets pour l'élargissement de son activité à la production de granulat, nécessaire pour la fabrication du BPE comme l'explique ce responsable. Ainsi, neuf projets de réalisation de stations de concassage ont été lancés pour une capacité globale annuelle de 7 millions de tonnes de granulat, produit constitué de 60% de sable concassé et de 40% de gravier.

Ces projets englobent la réalisation de cinq stations de granulats à l'est du pays, deux stations au centre et deux autres à l'Ouest. Concernant les unités de produc-

tion du BPE, le même responsable a fait état de la réalisation prochaine, par la filiale du groupe GICA, «Granu-Est» (société de production et de commercialisation de granulat concassé de l'Est), de stations de ce produit à Aïn Touta (Batna), à Mila et à Oum El-Bouaghi.

Une autre station sera réalisée par la société des ciments de Tébessa (SCT) près de cette cimenterie, a-t-il précisé. Il a indiqué également que la filiale «Granu-centre» prendrait en charge la réalisation d'unités de BPE à Alger, M'sila, Djelfa et Biskra.

La cimenterie de la Mitidja (Meftah) réalisera, pour sa part, une autre unité à proximité de cette usine. «Granu-Ouest» et construira des stations à Zahana, Ghriss (Mascara), Saida et Adrar. Le responsable a fait savoir, par ailleurs, que «des discussions sont en cours» entre GICA et le groupe français Lafarge pour la conclusion d'un partenariat portant sur la réalisation de projets d'investissement de production de BPE, et ce, dans la mesure où le développement de cette activité permettra la résistan-



Photos : DR

11,5 millions de tonnes de ciment sont assurés par le groupe public GICA.

ce du système constructif à base de BPE aux aléas naturels, surtout les séismes.

Outre la production du BPE, le programme de développement du Groupe GICA (2012-2016) porte sur l'extension des capacités de certaines cimenteries et la réalisation de nouvelles usines pour por-

ter la production de ciment à 20 millions de tonnes à l'horizon 2016 et 29 millions de tonnes d'ici 2018.

La production nationale actuelle de ciment dépasse les 18 millions de tonnes par an, dont 11,5 millions de tonnes sont assurées par le groupe public GICA, qui détient douze cimenteries. GICA entame-

ra la réalisation de deux cimenteries d'une capacité globale de 3 millions de tonnes par an à Béchar et Relizane, dès l'obtention de titres miniers d'exploration de l'Agence nationale du patrimoine minier (Anpm), avait indiqué récemment le P-dg du groupe.

C. B.

REGISTRE DU COMMERCE

Les particuliers s'inscrivent moins en 2012

Les personnes physiques ou particuliers s'inscrivent moins que les personnes morales (sociétés) au registre du commerce en 2012. C'est ce que le Centre national du registre du commerce (CNRC) constate dans un rapport concernant le premier semestre écoulé.

Ainsi, les inscriptions au registre du commerce se sont établies durant cette période à 204 097, en baisse de 28% par rapport à la même période de 2011. Ce qui porte le nombre total des commerçants en Algérie à 1 568 741, indique le CNRC.

Cette baisse est due à la diminution des inscriptions des personnes physiques dépassant les 31%, alors que les inscriptions des personnes morales ont augmenté de 19,9%.

Sur ces 204 097 inscriptions recensées, il y a eu 105 026 nouvelles créations d'entreprises (ou immatriculations) dont 96 452 constituées de personnes physiques et 8 574 de personnes morales.

Les chiffres du CNRC montrent que cinq wilayas seulement sur les 48 wilayas du pays ont connu une hausse du nombre d'entreprises créées durant le 1^{er} semestre 2012 par rapport à la même période de l'année 2011. Il s'agit de Tizi Ouzou (22,1%), Biskra (13,8%), Sétif (5,9%), El Oued (4,1%) et Boumerdès (3,6%).

En outre, le CNRC a enregistré durant cette période 40 035 modifications effectuées par les opérateurs économiques inscrits au registre du commerce pour divers motifs, opérées essentiellement par les personnes physiques (75% du total), alors que les radiations ou cessations d'activités du registre du commerce ont atteint à la fin de juin dernier 59 001, dont 93,3% sont effectuées également par des personnes physiques.

Le nombre total des opérateurs économiques inscrits au registre du commerce s'élève à 1 568 741, dont 1 433 133 personnes physiques (91,4%), et 135 608 personnes morales (8,6%).

Ainsi, le nombre des commerçants inscrits a augmenté de 52 009, soit 3,4% par rapport à la fin 2011, selon le CNRC qui a qualifié ce taux d'«appréciable» en termes de création d'entreprises.

La wilaya d'Alger demeure la plus importante en matière d'implantation des opérateurs économiques avec 202 610 commerçants inscrits, suivie des wilayas d'Oran (71 071), de Sétif (66 096) et de Tizi Ouzou (64 927).

S'agissant de la nature des activités, le CNRC a précisé que 42% des commerçants, personnes physiques, sont inscrits dans le secteur du commerce de détail, 39,9% dans les services, 14,1% dans la production industrielle et BTPH.

Quant aux personnes morales, 31% des commerçants sont inscrits dans les services, contre 29,6% dans la production industrielle et le BTPH et 22,3% dans le secteur de l'import-export.

Concernant les étrangers inscrits au registre du commerce, leur nombre s'élève à la fin juin 2012 à 8 984, soit 6 936 sociétés dont le gérant est de nationalité étrangère et 2 048 personnes physiques, dont les opérateurs de nationalité tunisienne arrivent en tête avec 29,25%, suivis des Marocains (20,9%), des Syriens (20,61%) et des Égyptiens (7,08%).

C. B./APS

CÉRÉALICULTURE

L'irrigation d'appoint exige 150 milliards de dinars

L'équipement d'une superficie de 1,2 million d'hectares pour la production de céréales par système d'irrigation d'appoint nécessiterait un investissement de 150 milliards de dinars, selon une étude réalisée par le Bureau national d'études pour le développement rural (Bneder).

Tenant compte d'un assolement biennal (céréales-jachère), l'étude a dégagé une superficie cible de 1,2 million d'ha à irriguer par le système économiseur d'eau. «Nous avons évalué l'estimation financière en matière d'équipement à plus de 150 milliards de dinars», a déclaré le directeur du Bneder, Aboud Saleh Bey à l'APS.

La Banque de l'agriculture et du développement rural s'est dite prête à accompagner un tel investissement. Le taux de rentabilité de ce système d'irrigation est estimé à 19% du montant d'investissement consenti, et ce, à partir de la troisième année de mise en œuvre, selon cette étude réalisée au profit du ministère de l'Agriculture et du Développement rural sur l'impact de l'irrigation d'appoint sur les rendements céréaliers.

Cette étude a découvert un potentiel de 2,4 millions d'ha possibles à irriguer à partir des eaux superficielles (barrages, retenues collinaires...) et souterraines. Sans recourir aux eaux souterraines, le Bneder a dégagé quelque 655 200 ha à irriguer seulement avec les eaux superficielles existant au nord du pays.

Les calculs ont été faits sur la base de la carte d'occupation du sol



Un rendement de 30 quintaux-ha en perspective.

et celles des eaux conventionnelles. Sur les 3,3 millions d'ha réservés à la culture céréalière, 95 000 ha seulement sont équipés en moyens d'irrigation d'appoint.

Cette étude a pris en considération les contraintes climatiques auxquelles est exposée l'agriculture algérienne notamment la sécheresse et les inondations. Concernant l'impact de l'irrigation d'appoint sur les rendements, cette étude a ciblé un rendement «réaliste» de 30 quintaux-ha, sur une superficie de 1,2 million d'ha ce qui donne une production de 37,2 millions de quintaux annuellement.

«Cela démontre qu'il y a des possibilités d'obtenir de meilleurs rendements avec l'irrigation d'appoint», commente Saleh Bey. «Cette étude va donner lieu à des conventions cadres pour codifier les droits et obligations de chacune des parties prenantes. La première

concerne l'acteur fédérateur qui est l'OAIC, la Badr et les instituts techniques, et la deuxième va lier l'agriculteur et les différents acteurs fédérateurs concernés (OAIC et Anabib)», indique le directeur du Bneder. Rappelons que le département ministériel de Rachid Benaïssa avait lancé, l'année dernière, la mise en œuvre du dispositif de soutien sur le Fonds national de développement de l'investissement agricole (FNDIA) pour la promotion des systèmes d'irrigation économiseurs d'eau à la parcelle.

Ce dispositif visait à accroître la superficie agricole utile (SAU) en irrigué de 981 000 hectares à 1,6 million d'hectares à l'horizon 2014, soit une extension de 700 ha, et à généraliser l'utilisation des systèmes d'irrigations économiseurs d'eau de 412 000 ha existants à 977 000 à l'horizon 2014.

C. B.